

# **En quête d'une véritable localisation : Les acteurs de la société civile locale en Jordanie et au Liban**

Alena Sander, Dr (UCLouvain)

Elena Aoun, Prof. Dr (UCLouvain)

Lyla André, candidate au doctorat (UCLouvain)



# La genèse de cette intervention

## Projet ARC SERTIS

WP3 : *Les résistances aux injonctions internationales dans le domaine des droits des femmes au Moyen-Orient* (dirigé par Prof. Legrand & Prof. Aoun)

Thèse d'A. Sander (défendue en déc. 2021) :

**Investigating spaces of resistance: Jordanian women's non-governmental development organizations' 'resistance from within' at the intersection of neo-liberal development and neo-patriarchy**

## Projet FSR (Prof. Aoun)

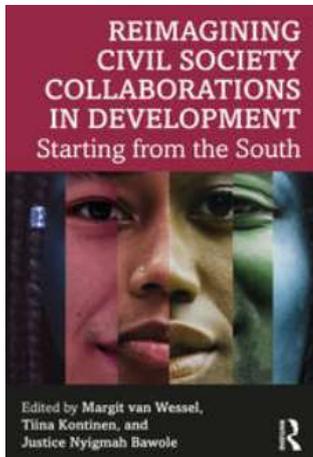
*Le rôle de l'Union européenne dans la gestion de la crise multidimensionnelle des réfugiés syriens*

+ FRESH / FNRS

Thèse de L. André (défense en janv. 2023): **Gouverner par la résilience : l'action de l'UE en réponse à la crise des réfugiés syriens au Liban dans le champ de l'éducation des enfants**



**"Contesting practices of aid localization in Jordan and Lebanon: civil society organizations' mobilization of local knowledge"**  
(Elena Aoun, Lyla André, Alena Sander)



# Introduction

- Objectif = étudier:
  - promesses non-tenues de la localisation (aide humanitaire & développement)
  - opportunités qu'y trouvent les acteurs de la société civile locale (ASCL) pour la réclamer
- La localisation
  - remonte aux années 1980s
  - Puis se fonde dans le paradigme de l'autonomie et de la résilience
- Ce paradigme vise:
  - L'empowerment des acteurs locaux
  - Le rééquilibrage des rapports de pouvoir

Notre argument: les rapports de pouvoir persistent sous des formes de gouvernamentalité plus subtiles, mais le discours de la localisation fournit des leviers aux ASC locaux pour revendiquer cette localisation

# Introduction

- Argument se base
  - sur les deux études
  - Et des terrains extensifs
- 2 études → différences de questionnement; convergence des constats sur la localisation, limites & opportunités
- Plan de présentation:
  - Visibiliser les rapports de pouvoir dans lesquels sont prises les ASC
  - Etudier les stratégies mises en place pour réduire les relations de pouvoir inégales
  - Quelques recommandations issues de l'expérience des ASC

# I. Les OSC dans les rets des rapports de pouvoir au Liban et en Jordanie

- Arguments :
  - **Le discours des bailleurs de fonds, reflet de l'objectif de localisation**  
Mobilisation des notions de « partenariat », de « résilience » et d'« autonomie »
  - **La permanence d'un rapport de force inégal entre OSC et bailleurs de fonds**
  - **La localisation, un discours rhétorique plutôt qu'une pratique réelle ?**

# 1° cas : les droit des femmes en Jordanie

- diversité de bailleurs qui financent des OSC de femmes, notamment dans le context de l'empowerment économique et la participation politique;
  - CSO jordanienne = dépendance financière complete et discursive des bailleurs
- pas de réciprocité;
- prise de decision finale / droit de veto des bailleurs;
- le développement comme "industrie" qui renforce les liens post-coloniaux avec l'Europe et les USA;

# 2° cas : la réponse à la crise syrienne au Liban

- **2014 – 2021** : Plan « Reaching all children with education » sous l'égide des Nations Unies + UE l'un des premiers bailleurs de fonds

- **Discours des bailleurs**

Objectif NU & UE : la « résilience pour tous » et « l'autonomie » des réfugiés (CE, 2021)

Les OSC, des partenaires clés au cœur de la réponse (NU, 2020 et CE, 2021)

- **Contraste avec l'expérience des OSC depuis 2014**

Une « opportunité ratée de localisation » (acteur OSC, 4/02/21) ; les OSC doivent « se plier aux attentes des bailleurs » au sein d'une relation « patriarcale » (acteur OSC, 10/11/21)

**Les OSC libanaises, des partenaires de mise en œuvre sans pouvoir financier et décisionnel**

# Conclusion : comment qualifier le rapport de force ?

- Pas de réel « **partenariat** » selon les OSC jordaniennes et libanaises
- Bailleurs : **responsabilité financière** (via maîtrise de l'agenda + de la prise de décision + maîtrise du **processus de sélection** et de **capacity-building** des OSC)

## Différences entre les 2 cas :

- Positionnement international vis-à-vis du droit des femmes en Jordanie / du droit des réfugiés au Liban
- L'importance de la relation OSC / État

Transition → des différences qui influencent la mobilisation d'une expertise locale

## II. La mobilisation de l'expertise locale

- La **mobilisation du savoir local** à la source du pouvoir (Batliwala, 2019)
- Afin de **rééquilibrer le rapport de force** et de réclamer une meilleure **localisation**
- Via : une **expertise locale** liée à la gestion de projets et leur mise en œuvre ; une **expertise plus intangible** (savoir contextuel, réseau, partage d'information)

Transition → des variations selon les études de cas

# 1° cas : les droit des femmes en Jordanie

- Remise en question de l'expertise des étrangèr-e-s (« expert-e-s google ») vers. « les yeux et les oreilles du terrain »;
- Critique du savoir occidental qui se base sur des stéréotypes vers. savoir ancré / situé des activistes jordanien-ne-s

## 2° cas : La gestion de l'éducation des réfugiés syriens

- OSC : en première ligne sur le terrain, connaissance contextuelle, relation directe aux enfants syriens
- Enjeu au sujet de la circulation de l'information au sein de l'écosystème de l'aide → exclusion des OSC de la coordination internationale dominée par NU et UE

Transition → Plusieurs stratégies de mobilisation de l'expertise des OSC

## 2° cas : La gestion de l'éducation des réfugiés syriens

- Création du Forum des ONG humanitaires et de développement du Liban (FHDL) face au Forum Libanais Humanitaire des ONG internationales
  - Partage d'information, réseau, travail de plaidoyer
- Revendication de la nécessité d'investir dans le *capacity-building* des OSC cf. publications du Centre for Social Sciences Research and Action
- Recours éventuel au pouvoir symbolique de dire « non » aux requêtes du bailleur de fonds

# Conclusion & recommandations

- Les OSC locales :
  - désillusion par rapport aux pratiques de la « localisation » (relations de pouvoirs continues)
  - Mais mobilisent de multiples stratégies visant à s'imposer et à rééquilibrer ces relations
- Recommandations:
  - Penser la localisation en contexte
  - Revoir les conditions d'accès aux financements pour inclure des acteurs plus variés et plus près du terrain
  - Questionner les outils de monitoring et d'évaluation standardisés
  - Accepter le renforcement du pouvoir décisionnaire des ASC locaux
  - Réfléchir aux conséquences des paradigmes mobilisés et aux continuités coloniales